

PROCÉDURE D'ARBITRAGE INTERNATIONAL ENGAGÉE PAR L'ESPAGNOL REPSOL

Bataille gagnée pour Sonatrach

La Sonatrach a remporté, jeudi dernier, une procédure arbitrale lancée par la compagnie espagnole Repsol pour le remboursement de 284 millions de dollars, puisés au titre de la taxe sur les profits exceptionnels (TPE).

C'est la première fois, depuis l'instauration de la TPE en 2006, que l'Algérie obtient gain de cause, auprès des juridictions internationales, sur le brûlant sujet de la TPE.

Une question de conviction

Après avoir failli dans les négociations à l'amiable, la compagnie espagnole a lancé une procédure d'arbitrage pour contester l'application de la TPE, introduite par Chakib Khelil en 2006 lors de la modification de la loi sur les hydrocarbures.

La TPE permet ainsi à l'Etat algérien de prélever une part de production dès que le prix du baril de pétrole atteint un certain seuil ou que les volumes extraits dépassent une barre fixée par la loi.

Repsol exploitait le permis de Tifernine, situé à Erg Issaouene, dans le bassin d'Illizi. Il lui a été délivré en 1990, suite à la modification des textes législatifs qui régissent les activités pétrolières.

Le champ de Tifernine est entré en production en 1998 avec un débit quotidien de 22 mille barils. A cette époque, le prix du pétrole atteignait les seuils les plus bas, avec une moyenne de 10 dollars le baril.

Au début des années 2000, les prix ont grimpé de manière exponentielle et se sont stabilisés au-dessus de la barre des 100 dollars, dix fois plus que ce que Repsol espérait.

Lors de l'entrée en vigueur, en 2006, de la TPE, plusieurs compagnies ont contesté son effet. L'américaine Anadarko et la norvégienne Maersk ont, de suite, entamé une procédure arbitrale. Repsol a suivi cette logique, début 2013, en espérant récupérer 284 millions de dollars prélevés par l'Etat algérien au titre de cette TPE.

Anadarko et Maersk ont profité de la faiblesse, en 2011, du top management de la Sonatrach et aussi de la fébrilité du ministère de l'Energie et ont fini par obtenir un accord à l'amiable, à travers lequel la compagnie publique nationale a remboursé plus de 4 milliards de dollars.

Les jokers de la Sonatrach

La nomination, en mai 2015, de Amine Mazouzi à la tête de la Sonatrach a chamboulé les calculs des compagnies étrangères, opérant en Algérie. Dès son installation à la tête du groupe, Mazouzi s'est entouré de cadres jeunes et surtout audacieux lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de l'Algérie.

Dans ce staff, un jeune cadre est sorti du lot. Djamel Ould Ali, le chef de Pôle PED, est désormais en charge de tous les litiges concernant l'Amont pétrolier. Ould Ali et son équipe considèrent que l'Algérie dispose d'arguments solides pour défendre le choix de la TPE et qu'elle n'a pas à négocier la «reddition» devant les compagnies qui contestent



L'offensive de Sonatrach a porté ses fruits.

cette loi. L'équipe de la Sonatrach s'est alors fait assister par le cabinet conseil Shearman & Sterling, l'un des plus importants réseaux d'arbitres au monde.

Ils ont refusé de négocier avec Repsol et tant d'autres compagnies. Finalement, ils ont fini par remporter la première victoire de l'Algérie dans sa bataille pour la TPE. Repsol a non seulement été débouté sur tous les points litigieux avec la Sonatrach mais aussi elle a été contrainte de rembourser à la partie algérienne tous les frais de l'arbitrage.

L'équipe de Ould Ali s'est également distinguée dans les négociations enta-

mées avec la compagnie italienne ENI. Cette dernière a été contrainte, il y a trois mois, de rembourser à la Sonatrach la somme de 400 millions de dollars dans le cadre du règlement d'un litige sur les quantités qu'elle a illégalement puisées sur les champs de Sif Fatima (SF) et Sif Fatima Nord Est (SFNE).

L'offensive du groupe piloté par Ould Ali devrait rapporter encore, dans les prochains jours, une importante somme d'argent aux caisses de la Sonatrach. Une procédure arbitrale a été lancée contre la compagnie tunisienne Medex, dans laquelle la partie algérienne réclame un dédommagement à hauteur de

2 milliards de dollars pour les retards enregistrés dans le développement du permis d'Erg Issaouène et les effets négatifs de cette défaillance sur la production nationale.

La juridiction arbitrale devrait se prononcer dans les prochains jours en faveur de la Sonatrach.

Repsol, mauvais élève ?

A travers l'échec de la procédure arbitrale, Repsol aura perdu pour la seconde fois contre la Sonatrach. Sur le projet Gassi Touil, Repsol et sa compatriote Gas Natural Fenosa ont entamé un arbitrage pour réclamer des dommages importants.

Mais, l'ancien P-dg de la Sonatrach, Nordine Cherouati, avait réussi à inverser la vapeur et obtenu, au profit de l'Algérie, un chèque de 1,7 milliard d'euros, en plus de 514 millions d'euros en actions dans le capital de Gas Natural Fenosa.

Mais, ces faits n'ont pas convaincu Repsol pour retourner à la raison et reconsidérer ses relations avec la Sonatrach. Repsol a, en effet, décidé de se soumettre aux caprices de la française Total pour lancer une procédure arbitrale contre la Sonatrach et contester l'application de la TPE sur la production du champ de Tin Fouyé Tabenkort (TFT), au sud-est d'Illizi.

La Sonatrach s'est bien préparée à cette bataille avec un dossier solide qui ne laisse aucune chance encore à Repsol et Total.

Mokhtar Benzaki

PÉTROLE

Les cours du brut à 50 dollars

L'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sur le gel du niveau de sa production pétrolière sera officiellement conclu en novembre prochain, a affirmé le ministre vénézuélien du Pétrole, Euliojo del Pino, a rapporté hier l'agence russe Sputnik. Le ministre estime que plusieurs pays qui ne font pas partie de l'Opep «seront également d'accord pour geler le niveau de leur production pétrolière».

Younès Djama -Alger (Le Soir) - Selon lui, les pays producteurs de pétrole tiendront prochainement de nouvelles rencontres. Il s'agit de la quête d'un consensus qui s'explique par l'idée que «plus il y aura de producteurs ne faisant pas partie de l'Opep à rejoindre l'accord sur le gel, plus efficace sera cette mesure pour la stabilité du marché».

Rappelons que le 28 septembre dernier, lors de sa réunion à Alger, l'Opep a pris la décision de limiter le niveau de la production de 32,5 ou 33 millions de baril par jour. La décision finale devrait être prise lors d'une rencontre officielle à Vienne, le 30 novembre prochain.

Après une semaine dominée par la Russie, le pétrole finit en léger recul. Les cours du pétrole ont terminé la journée du vendredi sur une note

légèrement négative après une semaine dominée par la possibilité que la Russie se joigne à la réduction de la production décidée par l'Opep.

Le cours du baril de Light Sweet Crude (WTI), référence américaine du brut, a reculé de quelque 9 cents à 50,35 dollars sur le contrat pour livraison en novembre au New York Mercantile Exchange (Nymex). «Nous subissons une petite correction après la progression des cours due à l'annonce russe qu'ils pourraient se joindre à la réduction de la production annoncée par l'Opep», a expliqué James Williams de WTRG Economics. Les propos du Président russe Vladimir Poutine lundi avaient dopé les cours, leur permettant de finir à un niveau qu'ils n'avaient plus atteint depuis plus d'un an en clôture. Depuis la décision, fin septembre, de l'Organisation



Le prix du pétrole en léger recul cette semaine.

de réduire sa production, les investisseurs s'interrogeaient sur la position de la Russie, important producteur non membre du cartel, qui a pompé à un niveau record en septembre.

La prudence reste toutefois de mise sur les marchés tant les obstacles à la réussite de ce processus restent nombreux. «Vont-ils vraiment réduire leur production ou non ? Personne ne le sait», a expliqué James Williams. Principale difficulté pour les membres de l'Opep, ils doivent se répartir l'effort de réduction de la production qu'ils ont

annoncé. Une réunion technique sur le sujet, à laquelle la Russie et d'autres pays producteurs ont été invités, se tiendra fin octobre, un mois avant la date prévue pour la finalisation de l'accord.

Autre facteur pesant quelque peu sur les cours, le renforcement du dollar qui imprime «un vent de face au brut», a souligné Matt Smith de ClipperData. Le pétrole, libellé en monnaie américaine, se renchérit mécaniquement pour les opérateurs utilisant d'autres devises quand le dollar monte.

Y. D.